



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

PASSES ENTRE

LE MAITRE D'OUVAGE : UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE

ET

LE TITULAIRE DESIGNÉ A « L'ACTE D'ENGAGEMENT »

EN APPLICATION

De l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique ;

De l'arrêté 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 portant Cahier des Charges Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux ;

POUR LES TRAVAUX DE :

**RENOVATION DES FACADES DU CENTRE ULM DE L'UNIVERSITE PARIS 1
PANTHEON-SORBONNE**

Maître d'ouvrage :

*Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - 12, Place du Panthéon - 75231 Paris Cedex 05
représentée par sa Présidente en exercice, Christine NEAU-LEDUC, élue puis nommée par
la délibération n° CA/2025-04-25/01 du conseil d'administration du 24 avril 2025 portant
résultat de l'élection, ci-après désigné « l'université »*

Service prescripteur :

Direction du Patrimoine Immobilier - 2 rue Cujas – 75005 Paris. Téléphone : 01 44 07 80 05

Désignation du comptable assignataire :

*Agent Comptable de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
12, place du Panthéon - 75231 Paris Cedex 05*

Imputation budgétaire :

Budget de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Procédure de passation :

Marchés passés selon la procédure adaptée conformément à l'article R2123-1 alinéa 1 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

(Commun à tous les lots)

25 M 32

SOMMAIRE

CHAPITRE I	GENERALITES	4
ART. 1	OBJET DES MARCHES.....	4
ART. 2	DEFINITIONS.....	6
ART. 3	OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	7
ART. 4	PIECES CONTRACTUELLES.....	9
ART. 5	CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - SECURITE.....	11
ART. 6	INSERTION SOCIALE PAR L'EMPLOI EN PHASES, REALISATION, EXPLOITATION	11
ART. 7	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL	12
ART. 8	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE.....	12
ART. 9	ASSURANCE	13
CHAPITRE II	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	14
ART. 10	CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	14
ART. 11	REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS	16
ART. 12	CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES.....	16
ART. 13	PRECISIONS SUR LES MODALITES DE REGLEMENT	16
ART. 14	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	17
ART. 15	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	17
ART. 16	DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	18
ART. 17	CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE	18
ART. 18	PERTES ET AVARIES.....	18
CHAPITRE III	DELAIS	18
ART. 19	FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	18
ART. 20	PENALITES, PRIMES ET RETENUES	19
CHAPITRE IV	REALISATION DES OUVRAGES	21
ART. 21	DEVELOPPEMENT DURABLE	21
ART. 22	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	22
ART. 23	QUALITE - VERIFICATIONS - PRISE EN CHARGE - IMPLANTATIONS.....	22
ART. 24	PREPARATION DES TRAVAUX	22
ART. 25	ETUDES D'EXECUTION.....	22
ART. 26	MODIFICATIONS APPORTEES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES	22
ART. 27	INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	22
ART. 28	ENGINS EXPLOSIFS – VESTIGES – DEGRADATIONS – DOMMAGES.....	22
ART. 29	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	23
ART. 30	ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI.....	23
ART. 31	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES – VICES DE CONSTRUCTION	23
ART. 32	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	23
CHAPITRE V	RECEPTION ET GARANTIES	23
ART. 33	RECEPTION - RECEPTION PARTIELLE – MISE A DISPOSITION PARTIELLE.....	23
ART. 34	GARANTIES CONTRACTUELLES	24
CHAPITRE VI	RESILIATION DES MARCHES - INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	24

ART. 35	PROPRIETE INTELLECTUELLE	24
CHAPITRE VII	RESILIATION DES MARCHES - INTERRUPTION DES TRAVAUX	24
ART. 36	PRINCIPES GENERAUX - RESILIATION - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION.....	24
CHAPITRE VIII	DIFFERENTS	24
ART. 37	REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES	24
ART. 38	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU C.C.A.G TRAVAUX.....	24

CHAPITRE I GENERALITES

ART. 1 OBJET DES MARCHES

1.1. OBJET DES MARCHES

L'objectif du projet est de rénover les façades du Centre Ulm, avec remplacement des fenêtres et des parement extérieurs, avec l'installation d'un isolant thermique par l'intérieur, visant l'amélioration des confort thermique, acoustique et visuel.

L'opération est supervisée par la Région Ile de France sur les aspects de développement durable.

Généralités

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) sont prises en application de l'article R.2112-2 du code de la commande publique et de l'arrêté 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 portant Cahier des Charges Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Intitulé des marchés :	Rénovation de la façade du centre Ulm
Objet des marchés :	Travaux de rénovation de bâtiment
Objet des marchés :	Travaux tous corps d'état de bâtiment
Consistance des travaux :	Travaux de désamiantage ; Travaux d'installation de chantier - Menuiseries extérieures - Traitement des façades ; Travaux de second-œuvre ; Travaux d'électricité ; Travaux de chauffage – ventilation – climatisation.

Périmètre géographique : **Centre Ulm, 1 rue d'Ulm, 75005 Paris**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques figurent dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) numérotés 25M32 propres à chaque lot.

1.2. PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES

Les marchés sont passés selon la procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1 alinéa 1 du code de la commande publique.

1.3. MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION EN COURS DE MARCHE

Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2 et 7.2 du C.C.A.G Travaux, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le Titulaire.

1.4. DUREE DES MARCHES

A compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, le titulaire devra proposer un calendrier d'exécution au maître d'œuvre pour la mise en cohérence de tous les intervenants. Le calendrier définitif sera ensuite soumis à la validation du maître d'ouvrage, puis notifié par ordre de service.

Le délai global d'exécution s'établit à compter de la date d'effet de l'ordre de service de notification suivant la durée renseignée dans le planning provisoire Phase PRO-DCE, qui devra comprendre pour le volet désamiantage :

- 2 semaines de préparation du plan de retrait et validation par le médecin du travail.

- un délai de 1 mois avant démarrage des travaux pour acceptation du plan de retrait par les organismes officiels (CARSAT, Inspection du travail).

Le délai d'exécution pour le retrait de tous les matériaux contenant des fibres d'amiante sera déterminé pendant la période de préparation en fonction des autres lots.

La période de préparation est d'une durée de 60 jours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Le délai d'exécution, période de préparation comprise, est fixé à 330 jours.

Ces travaux débuteront en 2026 et s'exécuteront conformément au calendrier d'exécution approuvé.

L'entreprise devra la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires au respect des délais qu'elle aura proposé conformément au délai remis lors de son planning d'exécution. En conséquence, il ne sera accepté aucun coût de location supplémentaire des matériels.

1.5. PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans les conditions fixées par l'article R2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un nouveau marché pour des prestations similaires au marché initial.

1.6. MODIFICATIONS DES MARCHES

Conformément aux dispositions prévues à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les présents marchés comprennent une clause de réexamen définie ci-après.

En cas de survenance d'une circonstance exceptionnelle que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir ou anticiper et bouleversant l'économie générale du marché, les conditions d'exécution du contrat pourront faire l'objet d'un réexamen entre le titulaire et l'université.

Le titulaire du marché présentera par courriel à l'université une demande motivée de réexamen des conditions du marché. Il lui appartiendra de fournir à cette fin tout document permettant à l'université de procéder à des constatations contradictoires lui permettant d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Après examen des justificatifs, si l'université juge la demande fondée, des échanges seront engagés avec le titulaire afin de réexaminer certaines clauses du contrat.

L'université peut également mettre en œuvre la clause de réexamen de façon unilatérale.

Les modifications envisagées du marché ne pourront porter que sur la clause de variation de prix (formule et périodicité de son application).

L'appréciation du bouleversement économique du marché s'appréciera après application de la clause de variation des prix prévue au marché.

Dans tous les cas, les évolutions du contrat validées d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur seront actées par la conclusion d'un avenant. En outre, ces modifications ne pourront être défavorables au titulaire du marché.

Après signature de l'avenant, le titulaire ne pourra plus émettre aucune réclamation quant aux éléments financiers ou aux modalités d'exécution du marché couverts par l'avenant.

1.7. TRANCHES FERME ET OPTIONNELLE

Sans objet.

1.8. ALLOTISSEMENT

Les prestations sont décomposées de la manière suivante :

- Lot n°1 : Désamiantage ;
- Lot n° 2 : Installation de chantier - Menuiseries extérieures - Traitement des façades ;
- Lot n° 3 : Second-œuvre ;
- Lot n° 4 : Electricité ;
- Lot n° 5 : Chauffage – Ventilation – Climatisation.

1.9. CODIFICATIONS

Les travaux sont décomposés de la manière suivante :

Lot	Désignation	Codes CPV	Codes NACRES
1	Désamiantage	45262660-5 - Travaux de désamiantage	BE.01 - Maçonnerie, démolition et désamiantage
2	Installation de chantier – MEX – Façades	45100000-8 - Travaux de préparation de chantier 454210004 - Menuiseries extérieures aluminium 45443000-4 - Travaux de façade 44912000-6 - Pierres de construction diverses	BE.02 - Menuiserie, serrurerie BF.02 - Travaux de réhabilitation ou de réutilisation BE.09 - Autres travaux d'aménagement des bâtiments
3	Second-Œuvre	45421141-4 - Travaux de cloisonnement 45442100-8 - Travaux de peinture	BE.04 - Plâtrerie, cloisons sèches, faux plafonds BE.05 - Peintures, revêtements de sols, ravalement
4	Electricité	45311000-0 - Travaux de câblage et d'installations électriques	BE.06 - Electricité sur installations électriques des bâtiments
5	Chauffage – Ventilation – Climatisation	45331000-6 - Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation	BE.07 - CVC, plomberie et fluides spéciaux

ART. 2 DEFINITIONS

Maître d'ouvrage : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - 12, Place du Panthéon - 75231 Paris cedex 05

Représentant du maître d'ouvrage : Madame la Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ou son représentant, 12 place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05

Comptable assignataire : M. Philippe LEZER, 2 rue Cujas, 75231 Paris cedex 05

Personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code de la commande publique : Madame la Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ou son représentant, 12 place du Panthéon, 75231 Paris Cedex 05

ART. 3 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

3.1. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Les notifications et informations sont échangées par voie électronique.

L'adresse courriel du représentant du maître d'ouvrage est : dpi@univ-paris1.fr.

3.2. COTRAITANCE

Les candidats peuvent concourir au marché sous forme de groupement. En ce cas le maître d'ouvrage exigera comme forme de solidarité dans le groupement d'opérateurs économiques un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

3.3. SOUS-TRAITANCE DIRECTE OU INDIRECTE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des présents marchés, dans les conditions décrites aux articles R2393-24 à R2393-34 du code de la commande publique.

A défaut tout recours à une sous-traitance irrégulière constitue une faute grave susceptible d'entraîner la résiliation du marché.

Conformément à l'article R 2393-28 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser un sous-traitant sous réserve de notifier sa décision sous 20 jours à compter de la réception de demande. Une demande ou un refus du sous-traitant ne permet pas au Titulaire de s'exonérer des délais du marché.

Le Titulaire adressera tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces (du Titulaire ou de chaque membre du groupement) mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, à savoir :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) ou une pièce équivalente pour les entreprises établies à l'étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- L'attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement aux regards des articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail ;
- La liste nominative à jour des salariés étrangers et soumis à autorisation de travail employés sur le chantier. Cette liste précisera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Un dossier de références ;
- Un dossier de qualification et les copies du certificat de qualification, prévu par les articles R4412-115 et 116 du code du travail et l'arrêté du 22 février 2007, certificat délivré dans les conditions prévues dans ces textes ou ceux en vigueur à la date de présentation du sous-traitant (pour les travaux concernés par la réglementation sur l'amiante).

3.4. DESIGNATION DE SOUS-TRAITANT EN COURS DE MARCHE

L'acte spécial (DC4), annexé à l'acte d'engagement du marché précise tous les éléments des articles R.2393-25 à R.2393-28 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer, auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal complet avec BIC et IBAN.

Le Titulaire devra fournir, en cas de demande de l'université, une copie du contrat de sous-traitance.

Le montant des travaux sous-traités doit être établi sur la base d'établissement des prix du marché (mois "zéro").

Le montant des travaux sous-traités doit être établi en correspondance avec la décomposition du prix global et forfaitaire du marché du Titulaire et sur la base d'établissement des prix de son marché (mois "zéro").

A première demande du maître d'ouvrage, le Titulaire fournira une copie de l'ensemble des pièces de son propre contrat avec son sous-traitant.

3.5. AUTRES INTERVENANTS

Les autres intervenants connus à la date de lancement de la consultation figurent au C.C.T.C du marché. Les autres intervenants désignés ultérieurement figureront en entête de page des compte-rendu de chantier.

1 MAITRISE D'ŒUVRE

La maitrise d'œuvre du projet est organisée de la façon suivante :

1. Travaux de rénovation des façades du centre ULM
BE fluides, thermique, énergie, environnement : **Société L.B.E. INGENIERIE** (mandataire du groupement)
101 BIS avenue Eugene Delacroix - 91210 Draveil
Tél: 01 69 48 89 45 - @: accueil@lbei.fr

Maitre d'œuvre de conception : **cabinet Lemoal-Lemoal** (co-traitant)
40 rue du Château d'Eau - 75010 Paris
Tél: 01 42 41 25 72 - @: agence@lemoal-lemoal.com

2 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

L'Ordonnancement, Pilotage et Coordination a été confié au groupement Société L.B.E. INGENIERIE et le cabinet Lemoal-Lemoal.

3 CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la Loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité, et à l'assurance dans le domaine de la construction, le maitre d'ouvrage a confié les missions suivantes au contrôleur technique :

- LP - Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables ;
- STI - Sécurité des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail.

Le titulaire devra se conformer aux observations du bureau de contrôle notifiés par le maitre d'ouvrage et produire sans délai tous documents graphiques ou techniques nécessaires.

Groupe Aleatec 60 rue de Melun
75515 Saint-Augustin

Représenté par : alexis.chassain@groupe-aleatec.com

4 COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Les travaux sont soumis aux règles de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues par la loi 93.1418 du 31 décembre 1993, le maitre d'ouvrage a confié une mission de 2nd catégorie au coordonnateur. Le titulaire devra alors se conformer aux observations du coordonnateur notifiés par le maitre d'ouvrage et assurer sans délais la mise en sécurité et la protection de la santé des personnes.

Groupe Aleatec 60 rue de Melun
75515 Saint-Augustin

Représenté par Quentin HENRY
quentin.henry@groupe-aleatec.com

ART. 4 PIECES CONTRACTUELLES

4.1. ORDRE DE PRIORITE

Les pièces contractuelles de chaque lot prévalent entre elles dans l'ordre d'énumération suivant par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux.

Les **pièces particulières** de chaque marché sont :

1. L'acte d'engagement (A.E.) propre à chaque lot et ses annexes :
 - Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
 - Annexe n°2 : La désignation des membres du groupement (*le cas échéant*) ;
 - Annexe n°3 : L'acte spécial de sous-traitance (*le cas échéant*) ;
 - Annexe n°4 : Heures d'insertion propre à chaque lot ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots ;
3. Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) ((03 pièce administrative – 31 Aléatec – RICT);
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot et ses annexes respectives :

01 Pièces écrites	12 – PIC 13 – Planning prévisionnel
02 Pièces graphiques	21 – Architecte 00 Existants 10 Plans 20 Coupes 30 Façades 40 Repérage GO 41 Repérage cloisons 42 Repérage plafonds 50 Repérage menuiseries intérieures 51 Repérage menuiseries extérieures et murs rideaux 60 Carnet de détails 22 – BET 01 – Plan électricité 02 – Plans chauffage 03 – Plans ventilation
03 Pièces administratives	31 – ALEATEC - RICT 32 – ATEATEC - PGC 32a – Déclaration préalable travailleurs (format word) 32b – PGC 270625
04 Annexes diverses	41 – Déclaration préalable urbanisme 41a - DP Pièces graphiques 41b - DP Notices des matériaux 42 – Elithis STD+confort

	42a - Confort visuel 42b - Acoustique des façades 42c - Rapport R _{Tex} globale – APS 42d - RAPPORT R _{Tex} par élément - APS 42e - Rapport STD – APS 43 – Trace - PEMD 43a - Diagnostic PEMD 43b - Additif gestion des déchets et mise en œuvre du réemploi 43c – Trame SOGED (format word) 44 – XPRTZ – amiante plomb - Repérage amiante avant travaux 45 – Sherlock – diagnostique façades - Diagnostic technique façades 46 – UP1 Charte chantier à faible nuisance 47 – UP1 Charte Verte 48 – RIDF Tableau de bord Développement durable
--	--

5. Le mémoire technique et environnemental du titulaire pour chaque lot.

Les **pièces générales** de chaque marché sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S.-D.T.U.) ;

Nota 1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire aura été établie par le titulaire lors du dépôt de son offre sous son entière responsabilité, elle ne sera considérée que pour les prix servant à déterminer :

- Le règlement de travaux non prévus commandés par ordre de service ;
- Les décomptes financiers périodiques établis selon l'avancement des travaux ;
- Le montant des réfections pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

Nota 2 : les pièces écrites et documents graphiques se complètent : en l'absence d'indication contraire du maître d'œuvre, le document le plus complet est à prendre en compte en cas d'omission.

En cas de contradiction entre les plans de l'architecte et les plans techniques (Plans structure, fluides, électricité, VRD), les plans de l'architecte priment sur les plans techniques.

En cas de contradiction au sein même des pièces écrites ou des documents graphiques, il convient de solliciter le maître d'œuvre.

4.2. PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G. Travaux, la notification du marché comprendra uniquement une copie de l'acte d'engagement et de ses pièces annexes.

4.3. REPRESENTANT DU TITULAIRE

En application de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le Titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du maître d'ouvrage

toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché.

ART. 5 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - SECURITE

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.2 du CCAG - Travaux, la modification en cours de marché de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel ne donneront pas lieu à la conclusion d'un avenant.

ART. 6 INSERTION SOCIALE PAR L'EMPLOI EN PHASES, REALISATION, EXPLOITATION

L'Université, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans les clauses administratives particulières de ces marchés une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Les Titulaires s'engagent à favoriser l'insertion par le recrutement dans des emplois qui ont un lien avec l'opération Ulm.

Il est demandé d'établir un partenariat avec la collectivité territoriale et les structures d'insertion pour le recrutement et l'accompagnement, favorisant les parcours longs, ou sur plusieurs chantiers si possibles

6.1 L'ADMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme et donc irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

6.2 LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Il s'agit, pour les titulaires, de réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Cet engagement doit prévoir l'exécution d'un minimum de 6 % d'heures d'insertion calculés à partir du montant HT de travaux de chaque lot comme suit :

Nombre d'heures d'insertion que le titulaire s'engage à contractualiser =	Montant HT x Part Moe	x Taux =	Nombre d'heures
	CM Moe		

Montant HT	Le montant HT du marché travaux
Part Moe	La part de main d'œuvre en % dans les indices BT
CM Moe	le coût moyen horaire de la main d'œuvre (30 euros d'après le site officiel https://www.economie.gouv.fr/files/2022-09/Guide-aspects%20sociaux_vf.pdf?v=1648744815)
Tx	le taux d'insertion défini par le maître d'ouvrage = 6% minimum

Le calcul est à réaliser par chaque lot. Le montant aura été reporté sur l'Annexe 4 à l'acte d'engagement par les titulaires qui deviendra alors contractuel.

6.3 MODALITES DE CONTROLE

Il sera procédé, par tous moyens jugés appropriés par l'université, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'université, le titulaire fournira, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 20 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire devra, dès leur survenance, informer l'université par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, l'université, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'université pourra procéder à la résiliation du marché.

ART. 7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du C.C.A.G. Travaux, la modification en cours de marché de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre, les conditions de travail applicable au marché ne donneront pas lieu à la conclusion d'un avenant.

Par dérogation à l'article 6.3 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire est informé que l'université ne visera ni ne transmettra aucune demande de dérogations aux lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le travail, les samedis, dimanches et jours fériés, qui serait nécessaire pour des besoins de facilité ou de calendrier, ne pourra se faire qu'avec préavis de 72 heures, sur accord écrit du maître d'ouvrage et ce dans le respect des obligations légales et des autorisations administratives (législation du travail, nuisances pour le voisinage, etc.).

7.1. DECLARATION PREALABLE TRAVAILLEURS

Inspection du travail	11 rue de Cambrai - 75019 Paris	01 70 96 19 85	drieets-idf-ud75.uc5@drieets.gouv.fr
CRAMIF	17/19 avenue de Flandre 75019 Paris	01 40 05 38 16	prevention75.cramif@assurance-maladie.fr
OPPBTP	25 Av. du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt	01 70 95 56 99	iledelfrance@oppbtp.fr

Les titulaires de différents lots doivent transmettre au CSPS les effectifs définitifs au début de la période de préparation. Les effectifs prévisionnels des titulaires seront décrits dans le mémoire technique.

ART. 8 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du C.C.A.G. Travaux, la modification en cours de marché de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant.

ART. 9 ASSURANCE

9.1. ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Au moyen d'attestation établissant l'entendue des responsabilités garanties, en nature des risques couverts et en montants de garantie, le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout début d'exécution qu'il est titulaire de contrats d'assurances de responsabilité civile professionnelle, responsabilité biennale et responsabilité décennale dans les conditions requises et comme ci-après. Le titulaire devra justifier la prise des contrats d'assurance pour toute la durée du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire ces attestations sous 15 jours à première demande du maître d'ouvrage. La fourniture des justificatifs et l'engagement au respect de ces obligations constituent une condition substantielle à la signature et à la validité du marché. En l'absence, ou en cas de garanties insuffisantes, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire et à défaut de souscrire ladite assurance, au nom et pour le compte de ce dernier, le montant des primes étant lors retenu, sur le montant des demandes de paiements présentées par le Titulaire. Le cas échéant et hormis la souscription par lui-même de polices d'assurance complémentaires mise à la charge du Titulaire, le maître d'ouvrage conserve la possibilité, de résilier le marché aux torts de ce dernier.

9.2. ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette police d'assurance devra les conséquences pécuniaires des préjudices causés à des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et / ou matériels, du fait des travaux qu'elle réalise, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants (ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement) à la suite des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage ou à ses représentants, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux du présent marché. Cette garantie doit comporter une clause d'extension aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous ou dans lesquelles sont exécutés les travaux, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par incendie, explosion, vol ou dégâts des eaux.

La garantie comportera au minimum les montants suivants :

- Dommages corporels : sans limitation de montant,
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : pour un montant minimal de 1 000 000 € (un million d'euros) sans restriction.

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsables.

9.3. ASSURANCE BIENNALE

L'entreprise est tenue de posséder une assurance biennale sur l'ensemble des équipements qu'elle sera amenée à installer dans le cadre des travaux qu'elle réalise.

9.4. ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE

Dans un délai de trois semaines à compter de la notification du marché, le titulaire devra transmettre son attestation d'assurance de responsabilité civile décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil, telle que prévue à l'article L 241-1 du Code des assurances, qui devra comprendre les mentions suivantes :

- Les coordonnées complètes du titulaire avec le numéro de souscripteur ;
- L'adresse du chantier ;
- Le montant de l'opération (qui sera précisé par le maître d'ouvrage) ;
- L'attestation devra être valable à la date de la déclaration d'ouverture de chantier ;
- La nature de l'activité garantie ;

- Le montant garanti.

Le maître d'ouvrage communiquera à première demande du titulaire, après la notification du marché, le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

9.5. ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Titulaire est informé que le maître d'ouvrage a contracté une assurance de responsabilité civile et ne contractera pas d'assurances : Tous risques chantiers, Dommages-ouvrages ou de Contrat collectif de responsabilité décennale.

CHAPITRE II PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ART. 10 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

10.1. PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Les travaux, réputés constituant une même nature d'ouvrage, sont réglés par le prix global et forfaitaire, tel qu'il figure à l'acte d'engagement et dans sa décomposition, qui rémunère le Titulaire pour l'ensemble des prestations définies par le marché quelles que soient les quantités réellement exécutées. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage ou élément d'ouvrage, entre les quantités réellement exécutées en sus et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix.

La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont le caractère contractuel se limite à pouvoir fixer le montant des travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, à établir les demandes d'acomptes et à estimer les possibles réfections. Elle ne pourra en tout état de cause servir à contractualiser les quantités qui y sont mentionnées, ni à modifier le montant du forfait.

10.2. DEPENSES COMPRISES DANS LES PRIX D'INVESTISSEMENT ET D'ENTRETIEN A TITRE NON LIMITATIF (DONT NETTOYAGE, VOIRIE)

Le prix du marché tient compte et sans que cette liste soit limitative :

- Des frais d'études ;
- De toutes les demandes administratives, d'autorisations auprès des services municipaux, préfectoraux, de police, etc. pour l'utilisation et l'empiètement des voiries ainsi que les frais afférents y compris des frais d'immobilisation de places de stationnement qui seraient payantes ;
- Des frais d'études d'exécution et de relevés des éléments existants ;
- Des frais de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, contrôleur technique, coordonnateur SPS ;
- De la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes suite aux dégâts provoqués par les travaux, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux ;
- De l'établissement des clôtures, palissades de chantier, et panneaux de communication et leur mise à jour, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier (panneaux de chantier classique, et panneau de chantier de communication) ;
- Des contraintes d'accueil et d'information induites par les visites du chantier organisées par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération ;

Le Titulaire du lot 2 doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que leur entretien.

Le Titulaire du lot 2 devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc.), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les

personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la réception des ouvrages du bâtiment au maître de l'ouvrage.

En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remises en état incombent au Titulaire, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

10.3. DEPENSES DE CONSOMMATION

Sont à la charge des entreprises et à estimer (au prorata du prix par lot), l'ensemble des dépenses de consommation de fluides liés au fonctionnement du chantier y compris :

- Les dépenses de consommation d'eau, électricité des entrepreneurs intervenant sur le chantier, y compris pour la réalisation des essais avant réception ou nécessaire au bon déroulement des travaux.

Sont à la charge du Titulaire du lot 2, et sans que cette liste soit limitative, jusqu'à la date de signature du procès-verbal de réception :

- Des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets à tout instant et jusqu'à la réception des travaux, et sur simples demandes du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage ;
- Des frais de nettoyage fin à l'intérieur du bâtiment avant la décision de réception ;
- Des frais liés au raccordement du chantier aux locaux techniques existants. En particulier, dans le cas où les besoins de puissance du chantier seraient supérieurs à la capacité résiduelle de l'existant, la mise en œuvre d'une solution alternative serait à la charge du titulaire

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations, sont non limitatives, les entreprises ne pourront se prévaloir d'omission.

10.4. ACTUALISATION DES PRIX

Conformément à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux, le prix est ferme, actualisable d'après l'index national :

- BT50 – « Rénovation - Entretien tous corps d'état ».

Selon la formule : $\text{Prix actualisé} = \text{prix initial} \times [(\text{index à la date de début d'exécution des prestations} - 3 \text{ mois}) / (\text{index de la date de fixation du prix dans l'offre})]$

10.5. REGLEMENT DES OUVRAGES OU DES TRAVAUX NON PREVUS OU MODIFICATIFS -

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues aux articles 13, 14 et 15 du CCAG Travaux.

Le Titulaire est tenu de produire, sous 7 jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'œuvre.

La proposition de prix du Titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, pour permettre au maître d'œuvre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

En application de l'article 9.3.4 du CCAG Travaux, un ordre de service peut ordonner à tout moment la production de sous-détails de prix unitaires. Les sous-détails de prix demandés seront présentés dans un délai de 7 jours suivant la notification de l'ordre de service, selon les modèles qui seront transmis par le maître d'ouvrage.

Le Titulaire ne peut prétendre à indemnité si les études de modifications et les devis ne connaissent pas de suite.

ART. 11 REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

11.1. AVANCE

L'option A de l'article 10.1 du C.C.A.G. Travaux est retenue pour chaque marché.

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévu, selon les modalités stipulées ci-après et conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le montant de l'avance versé au titulaire est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-10 du même Code et n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code précité.

11.2. REGLEMENT DES COMPTES

Le Titulaire émet des décomptes mensuels correspondant à la valeur des travaux effectuées précédemment et non encore réglées, comme indiqué à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux. Les décomptes sont établis par postes de dépenses tels que figurant à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.).

ART. 12 CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES

Spécifications conformes à l'article 11 du C.C.A.G. Travaux.

ART. 13 PRECISIONS SUR LES MODALITES DE REGLEMENT

13.1. DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLES VIA CHORUS PRO

Le Titulaire a l'obligation de transmettre des factures dématérialisées via Chorus Pro conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014. Les documents peuvent être transmis au travers de la solution Chorus Pro en mode portail, EDI ou services. Les portails amont permettent les échanges entre le Titulaire et l'université. Un outil intégré permet la gestion de sollicitations à destination de l'université.

Pour ce faire, il sera nécessaire de disposer des indications suivantes :

- Numéro SIRET auquel les factures devront être adressées : « 197 517 170 00019 » ;
- Numéro du bon de commande SIFAC (communiqué par le service émetteur du bon de commande).

Les décomptes comportent impérativement :

- Le numéro du marché concerné ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Les travaux exécutés ;
- Le montant en euros, hors taxes des travaux fournies ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises ;
- La date d'envoi du décompte ;
- Le RIB ou RIP joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est visé par le maître d'œuvre qui dresse, conformément aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG travaux, à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant de l'acompte en prix de base, établi par différence entre le montant du décompte mensuel et celui du décompte mensuel précédent ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant de l'acompte à verser, somme des deux montants ci-avant.

Il sera notifié au titulaire si le décompte a été modifiée ou complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Nota : toute modification de domiciliation bancaire ou postale du Titulaire doit être notifiée avant demande de paiement au Pôle contrôle interne qualité et accompagnement de la DAFB, à l'adresse courriel :

Tiers.sifac@univ-paris1.fr

13.2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance. Ils sont présentés selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du Titulaire.

A réception de la demande de paiement direct émise par le sous-traitant, le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour lui notifier, ainsi qu'au maître d'ouvrage, son accord ou son refus.

13.3. DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, conformément à l'article R3133-10 du code de la commande publique. Il court à partir de la date de réception de la demande de paiement non rejetée pour contestation ou rectification. La date de réception de la demande de paiement correspond à la date à laquelle le système Chorus Pro horodate l'arrivée de la facture et lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification à l'université du message électronique émise par le système l'informant de la mise à disposition de la facture.

Les sommes dues sont payées dans le délai fixé par l'article L219210 du code de la commande publique (30 jours) qui court à compter de la date de notification du message électronique informant l'université de la mise à disposition de la demande de paiement sur le portail public de facturation.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalités :

1. A des intérêts moratoires d'un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
2. Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

ART. 14 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Les prestations supplémentaires ou modificatives sont uniquement celles notifiées par ordre de service du maître d'ouvrage pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix et qui ne correspondent pas à la définition du prix global et forfaitaire. L'exécution de ces travaux s'effectue par un ordre de service qui fixe les prix nouveaux retenus provisoirement pour le règlement de ces travaux.

ART. 15 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Spécifications conformes à l'article 14 du C.C.A.G. Travaux.

En complément et **par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux**, si l'augmentation du montant des travaux est supérieure à **5 %** du montant contractuel, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de cette augmentation.

Le marché prévoit donc la possibilité d'établir une décision de poursuivre.

ART. 16 DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Lorsque la diminution du montant contractuel des travaux est supérieure à la diminution limite, le Titulaire a droit à être indemnisé d'un montant égal à 5 % du montant des travaux non encore exécutés.

ART. 17 CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE

Spécifications conformes à l'article 16 du C.C.A.G Travaux.

ART. 18 PERTES ET AVARIES

Spécifications conformes à l'article 17 du C.C.A.G. Travaux.

CHAPITRE III DELAIS

ART. 19 FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.1 du C.C.A.G. Travaux, la période de préparation débute à la date de notification du marché et le délai d'exécution des travaux débute à l'extinction de la période de préparation.

19.1. DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux pour chaque lot est fixé à l'article B7 de l'acte d'engagement de chaque lot :

La durée de chaque marché comprend la période de préparation et la durée d'exécution des travaux.

La période de préparation est d'une durée de 60 jours.

Le délai d'exécution, période de préparation comprise, est fixé à 330 jours.

Ces travaux débiteront en 2026 et s'exécuteront conformément au calendrier d'exécution approuvé.

- Les différents délais d'exécution renseignés à l'acte d'engagement démarrent à compter de la notification des ordres de service correspondants. L'ordre de service prescrit le démarrage de la période de préparation des travaux pour l'ensemble des lots.
- Les délais particuliers de chacun des lots s'insèrent dans ce délai global.

19.2. CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Dans les 7 jours suivant l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, le titulaire élabore et transmet à la maîtrise d'œuvre un calendrier d'exécution des travaux.

Il sera notifié au titulaire par ordre de service, et aura un caractère contractuel.

Le maître d'ouvrage pourra demander à tout moment une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution pour tenir compte de l'avancement réel du chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution comprend les études d'exécution et de synthèse ainsi que l'exécution des travaux de l'ensemble des corps d'état et autres travaux nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage, ceci dans le respect du délai global fixé à l'acte d'engagement.

Pour les **études d'exécution et de synthèse**, le calendrier fera notamment apparaître :

- Pour chaque corps d'état, la liste des plans, la date de leur remise, la date critique de leur approbation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique ;

- Pour chaque corps d'état, la liste des spécifications détaillées, la date de leur remise, la date critique de leur approbation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique ;
- La liste des plans de synthèse, la date de leur remise, la date critique de leur approbation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique ;

En ce qui concerne l'**exécution des travaux**, le calendrier devra notamment faire apparaître :

- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine ;
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément et d'acceptation des sous-traitants ;
- Les dates de début d'exécution et les durées des tâches caractéristiques de chaque corps d'état, par étage ;
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux ;
- La date d'achèvement de l'ensemble des travaux ;
- Les dates de libération du terrain et emprises mises à disposition.

Ce calendrier mettra en évidence les enchaînements des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt). Il mettra également en évidence le ou les chemins critiques de l'opération

Le calendrier global détaillé d'exécution sera élaboré par le maître d'œuvre en concertation avec les titulaires des différents lots sur la base d'une synthèse des calendriers détaillés de chacun, puis notifié aux titulaires pour devenir pièce contractuelle. Les travaux sont à exécuter dans les délais indiqués à ce calendrier global détaillé d'exécution sous peine d'application des pénalités de retards prévues à cet effet.

ART. 20 PENALITES, PRIMES ET RETENUES

20.1. GENERALITES SUR LES PENALITES ET RETENUES

Le présent article 19 déroge :

- **À l'article 19.2.3** du C.C.A.G. Travaux relatif au calcul des pénalités de retards.
- **Aux articles 19.2.4 et 19.3** du C.C.A.G. Travaux : les pénalités respectives pour retard d'exécution ou retard de remise de documents conformes à l'exécution sont encourues du fait d'un constat par le maître d'ouvrage du retard, sans nulle nécessité de mise en demeure préalable.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G Travaux.

20.2. PENALITES POUR RETARD

Ces pénalités sont cumulables tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations ou que le maître d'ouvrage requalifie ces retards en manquements :

Retard	Pénalité forfaitaire HT	Unité (dont jour calendaire)	Conditions
De démarrage d'exécution	200 €	/ jour	Démarrage du chantier sur le lieu d'exécution
En phase d'exécution des travaux	200 €	/ jour	Pénalité provisoire levée si les conditions de l'article 19.2.5 du CCAG Travaux sont remplies

Retard de mise en œuvre d'une règle de sécurité	200 €	Par jour et par infraction	Maintien d'une situation d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité constatée par le coordonnateur SPS
De transmission du dossier d'agrément de sous-traitant	100 €	/ jour / sous-traitant	
De présence en réunions	100 €	Réunion	Réunions auxquels le Titulaire a été convoqué avec un préavis de 5 jour franc, le compte rendu de chantier valant convocation. A partir de 30mm et sans justification valable, le retard sera transformé en une absence*.
De remise de documents, échantillons ou prototype demandés par la MOE	50 €	/ jour / document	Concerne les documents visés aux articles 28 à 40 du C.C.A.G Travaux.
Non évacuation des gravats	400 €	/ jour	Para infraction au premier rappel et à chaque rappel
De repliement des installations et remise en état des lieux	200 €	/ jour	Jusqu'à l'expiration du délai de l'article 37 du C.C.A.G. Travaux
Retard dans la levée de réserves à la suite de la réception, au-delà du délai fixé pour la levée des réserves.			Au-delà du délai fixé pour la levée des réserves.
	200 €	/ jour	Pour les 10 premiers jours
	500 €	/ jour	Au-delà des 10 premiers jours
Transmission des documents à fournir après exécution	200 €	/ jour / par document	Une retenue provisoire est prélevée sur le dernier acompte et remboursée dès que les documents manquants sont fournis.

20.3. PENALITES POUR MANQUEMENTS

La pénalité pour manquement concerne l'absence d'exécution d'une obligation contractuelle :

Manquement	Pénalité	Unité	Conditions
Absence à réunion	150 €	/ réunion	Réunions auxquels le Titulaire a été convoqué avec un préavis de 5 jour franc, le compte rendu de chantier valant convocation. Si la personne n'est pas habilitée à prendre des décisions ou des engagements en son nom, sa présence équivaut à une absence.
Absence du responsable de chantier	200 €	/ jour constaté	Sur le site durant la phase de travaux, sans justification motivée de son absence et de son non-remplacement

Absence de remise de documents d'insertion	50 €	/ jour constaté	Sans justification motivée de son absence et de son non-remplacement
Absence de remise de documents	400 €	/ document	Concerne les documents visés aux articles 28 à 39 du C.C.A.G Travaux.
Absence de remise de documents	2 000 €	/ lot	Concerne les documents visés à article 40 du C.C.A.G Travaux.
Défaut de propreté aux abords du chantier	400 €	/ constat	Constaté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, au premier rappel et à chaque rappel
Absence de remise en état des lieux après réception	3 000 €	/ site de chantier	Nonobstant la retenue pour réfaction de prix issue de la décomposition du prix global et forfaitaire
Manquement à une obligation de sécurité	1000 €	/ obligation	Maintien persistant d'une situation d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité
Non observation des prescriptions du CCTP	200 €	/ jour	Par infraction au premier rappel et à chaque rappel

20.4. *PENALITES RELATIVES A LA GPA*

- Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un désordre touchant à la sûreté et au bon fonctionnement du bâtiment (en particulier alarmes, contrôles d'accès, confort thermique) : 1 000 € HT par jour de retard et par désordre ;
- Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un autre désordre relevant de la GPA : 100 € HT par jour de retard et par désordre ;

20.5. *AUTRES PENALITES*

- Non-respect des obligations d'insertion : En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le Titulaire subira une pénalité de 50 € HT par heure d'insertion non réalisée. En cas de défaut caractérisé d'information auprès de l'organisme facilitateur, le Titulaire subira une pénalité de 75 € HT par jour de retard à compter de l'échéance figurant sur la mise en demeure qui lui aura été notifiée par le maître de l'ouvrage.

20.6. *CUMULS DES PENALITES*

Toutes les pénalités, objet des articles ci-dessus, sont cumulables.

CHAPITRE IV REALISATION DES OUVRAGES

ART. 21 DEVELOPPEMENT DURABLE

Spécifications conformes à l'article 20 du C.C.A.G. Travaux.

Le maître d'ouvrage, dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que ses partenaires adoptent une démarche vertueuse en matière de protection de l'environnement, de comportement sociétale et économique. Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre en la matière toutes les dispositions qu'il a déclarées dans le mémoire technique et environnementale remis avec son offre.

L'opération Rénovation des façades du centre Ulm est une opération supervisée par la Région Ile-de-France (RIDF). Elle doit respecter les paramètres intégrés dans le Tableau de Bord Développement durable de la RIDF et se annexes. Le maître d'ouvrage transmettra le tableau à la notification du marché.

ART. 22 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges fixe la provenance de certaines fournitures et produits dont le choix n'est pas laissé au Titulaire, afin de respecter la cohérence et l'homogénéité des équipements installés sur le patrimoine de l'université, leur homogénéité, leurs stockages en magasins, l'efficacité des procédures d'exploitation-maintenance, les formations et qualifications des personnels de maintenance, les outillages spécifiques acquis par l'université. Dans le cas où l'Entrepreneur propose des équipements « équivalents ou similaires » aux prescriptions du cahier des charges, le maître d'ouvrage restera seul décideur du choix final des marques et types, cela même en présence de mentions autres portés au mémoire technique du candidat. En tout état de cause, cette obligation ne dégage pas l'Entrepreneur de son devoir de conseils pertinents et il ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

ART. 23 QUALITE - VERIFICATIONS - PRISE EN CHARGE - IMPLANTATIONS

Spécifications conformes aux articles 22 à 27 du C.C.A.G. Travaux.

ART. 24 PREPARATION DES TRAVAUX

24.1. PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, la période de préparation est fixée à 60 jours, pendant laquelle sont également prises les dispositions nécessaires en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs.

24.2. PLAN PARTICULIER SECURITE - SANTE

L'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est élaboré par le Titulaire au cours de la période de préparation dans les conditions de l'article 28.3 du C.C.A.G. Travaux.

Le Plan de Prévention en matière de sécurité et de protection des travailleurs est élaboré par le Titulaire au cours de la période de préparation dans les conditions de l'article 28.3 du C.C.A.G. Travaux. Lorsqu'un coordonnateur de sécurité et de prévention de la santé des travailleurs intervient pour gérer les risques liés à la coactivité d'entrepreneurs, le plan de prévention est remplacé par le Plan Particulier de Sécurité et de Prévention de la Santé des travailleurs.

24.3. REGISTRE DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G. Travaux le maître d'ouvrage n'impose pas de registre de chantier pour la présente opération.

ART. 25 ETUDES D'EXECUTION

Le titulaire fournit, en format source et PDF, l'ensemble des documents tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail nécessaires à l'exécution des ouvrages qu'il doit réaliser d'après les éléments de définition du projet. Tous ces documents sont datés, identifiés, authentifiés et interopérables avec les logiciels de la Direction du Patrimoine Immobilier, tels que décrits au C.C.T.P du marché.

ART. 26 MODIFICATIONS APPORTEES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

Spécifications conformes à l'article 30 du C.C.A.G. Travaux.

ART. 27 INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

Spécifications conformes à l'article 31 du C.C.A.G. Travaux.

ART. 28 ENGINS EXPLOSIFS – VESTIGES – DEGRADATIONS – DOMMAGES

Spécifications conformes aux articles 32 à 35 du C.C.A.G. Travaux.

ART. 29 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Le Titulaire communique au maître d'ouvrage pendant la période de préparation, son schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets (SOGED). Pour mémoire, le Titulaire devra respecter les préconisations de « l'Additif – CCTP ULM Objet : Gestion des déchets et mise en œuvre du réemploi » et du PEMD.

ART. 30 ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI

Spécifications conformes à l'article 37 du C.C.A.G. Travaux.

Pour mémoire, le Titulaire devra respecter les préconisations de « l'Additif – CCTP ULM Objet : Gestion des déchets et mise en œuvre du réemploi » et du PEMD.

ART. 31 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES – VICES DE CONSTRUCTION

Spécifications conformes à l'article 39 du C.C.A.G. Travaux.

Les essais et contrôles et les ATEX seront assurés sur le chantier par le titulaire. Les dispositions de l'article 24.4 du C.C.A.G Travaux sont applicables à ces essais et contrôles.

ART. 32 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Spécifications conformes à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux.

32.1. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'Entrepreneur remet, en format source et PDF, en même temps que la demande la réception des travaux :

- Les documents composant le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- Les documents servant au Coordonnateur SPS à élaborer le DIUO ;
- Les documents servant au maître d'ouvrage à élaborer le Dossier Utilisateurs Exploitation Maintenance et le Dossier de Maintenance des Lieux de Travail ;

Les documents comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

32.2. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Le titulaire, remet de même en même temps que la demande la réception des travaux, les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

CHAPITRE V RECEPTION ET GARANTIES

ART. 33 RECEPTION - RECEPTION PARTIELLE – MISE A DISPOSITION PARTIELLE

33.1. CONVOCATION A LA RECEPTION DES OUVRAGES

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le délai de convocation à la réception des ouvrages est ramené de 20 jours à 5 jours. Les opérations préalables à la réception ne comportent pas la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux, qui sera effectué lors de la réception finale.

33.2. DELAI DE LEVEE DES RESERVES

Par dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G Travaux, le délai laissé au titulaire pour lever les réserves et remédier aux imperfections et malfaçons est de 1 mois à compter de la notification du procès-verbal de réception.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées pendant la période de la garantie de parfait achèvement pourront faire l'objet d'une proposition de réfaction à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

ART. 34 GARANTIES CONTRACTUELLES

Le maître d'ouvrage s'oppose à ce que la retenue de garantie fixée conformément aux articles R2191-32 à 33 du code de la commande publique, soit remplacée, au gré du titulaire, par une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande.

CHAPITRE VI RESILIATION DES MARCHES - INTERRUPTION DES TRAVAUX

ART. 35 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Spécifications conformes aux articles 45 à 48 du C.C.A.G. Travaux.

La propriété intellectuelle des résultats du marché est le régime juridique de cession à titre non exclusif permettant au maître d'ouvrage d'utiliser les résultats (les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle réalisées dans le cadre du marché) pour les besoins exprimés dans le marché.

CHAPITRE VII RESILIATION DES MARCHES - INTERRUPTION DES TRAVAUX

ART. 36 PRINCIPES GENERAUX - RESILIATION - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION

Spécifications conformes aux articles 49 à 54 du C.C.A.G. Travaux.

CHAPITRE VIII DIFFERENTS

ART. 37 REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES

Spécifications conformes à l'article 55 du C.C.A.G. Travaux.

Le Tribunal administratif de Paris est seul compétent.

ART. 38 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU C.C.A.G TRAVAUX

Les dérogations apportées au C.C.A.G sont récapitulées ci-après :

L'article ci-dessous du présent C.C.A.P :	Déroge à l'article suivant du C.C.A.G :
5	5.2.2
6	6.2
6	6.3
7	7.2
9.2	34.1
14	14.3
18	18.1
23	28.1
23.3	28.5

32.1	41.1
32.2	41.6
32.2	41.7